

## Remarques sur la proposition de base commune (Pascal Lederer, fédération de Paris)

Militant du PCF depuis 1969, secrétaire de cellule pendant de nombreuses années, membre du comité de section de la section Orsay fac, puis membre du secrétariat de Paris 5, je suis un militant de base, qui voit avec inquiétude s'affaiblir l'expression de la fraternité dans la discussion interne au PCF, et grandir des attitudes cassantes, des attitudes de division. Je ne brigue aucune responsabilité dans le PCF, à peine celle de contribuer, si possible, à un indispensable nouveau départ.

J'apprécie beaucoup l'organisation en thèses relativement courtes. Cette présentation permet de mieux participer à la discussion, soit en formulant des propositions de modifications, de suppression, ou d'ajout de thèse(s). Cette organisation du document devrait permettre aux camarades qui ont des désaccords avec tel ou tel aspect de la proposition de base commune de participer de façon constructive à son amélioration sans rejeter l'ensemble des thèses, en centrant leur intervention sur les points cruciaux. Il n'est pas question de remettre en question ce droit de camarades de proposer un texte alternatif à la base commune proposée. Mais évitons les attitudes hypertrophiées consistant à ne rien retenir des 48 thèses proposées, comme si tout l'acquis communiste depuis 1920 était à rejeter. L'ossification du débat qui résulte de la présentation de textes alternatifs par telle ou telle tendance est profondément regrettable. J'ai vu trop de jeunes camarades sans expérience se faire piéger dès leur première discussion de Congrès, par tel ou tel texte de la tendance « Plus-rouge-que-moi-tu-meurs » ou « nous-sommes-la-seule-tendance-marxiste » qui présentent la majorité sous un jour détestable. Trop de ces jeunes, avec l'image caricaturale qu'ils se formaient du PCF s'en sont ensuite écartés. La présentation actuelle devrait permettre aux camarades qui contestent la stratégie proposée par le projet de base commune de cristalliser en une ou deux thèses l'essentiel de leur proposition, sans jeter le bébé avec l'eau du bain. Par exemple, si on estime que la révolution informationnelle est mal ou pas du tout traitée par la rédaction actuelle, pourquoi ne pas proposer une thèse qui lui soit consacrée ?

Thèse 4 : proposition d'ajout : « ...des mains toujours moins nombreuses. **La tentation existe dans les milieux capitalistes dirigeants d'en finir radicalement avec la démocratie et de recourir à des formes plus ou moins nouvelles de fascisme.** » Explication : il faut renforcer l'attention sur ces tentations du capital de survivre le plus longtemps possible à sa crise par des formes de pouvoir dictatoriales.

Thèse 6 : remplacer dans le titre « péremption » par « **obsolescence** ».

Thèse 15 . Proposition d'ajout, après « ...pour jouer, en grand, ce rôle de progrès. » Ajouter : « **Intégrée à l'OTAN sous direction US, la France de Macron n'a que des moyens restreints pour une politique indépendante, d'autant plus que le président actuel a lui même contribué à abandonner des secteurs industriels stratégiques à diverses puissances étrangères** »

**Thèse 22** Modification (en gras) du titre du paragraphe « Faire reculer les dominations patriarcales, combattre le racisme et **l'antisémitisme** et faire échec aux nationalismes. » Explication : mentionner la nécessaire lutte contre l'antisémitisme, comme partie intégrante de la lutte contre tous les racismes, est indispensable. D'une part l'antisémitisme d'Etat réapparaît en Europe (Pologne, Hongrie, Ukraine, par exemple) ; d'autre part, en France même, des citoyens français sont assassinés parce qu'ils sont juifs ; enfin le gouvernement israélien, qui mène une politique de plus en plus critiquée, voire détestée, pour sa violence colonialiste et raciste envers le peuple palestinien, se présente à l'opinion publique comme le représentant de tous les juifs du monde, contribuant à exciter l'antisémitisme, de façon cynique, à son profit.

Thèse 23 ; Modifier la phrase «... notre combat émancipateur, reconquérir une hégémonie

culturelle progressiste sont des enjeux majeurs de la construction d'une nouvelle conscience de classe... » de la façon suivante (modif en gras) : « notre combat émancipateur, **développer une forte influence culturelle progressiste** sont des enjeux majeurs de la construction d'une nouvelle conscience de classe, etc... » Explication : évitons toute notation qui nourrisse les procès en nostalgie stalinienne...

**Thèse 24 : Ajouter à la fin de la thèse 24 : « Garantissons la diversité idéologique du recrutement des journalistes et salariés des media publics ou privés . Exigeons l'honnêteté dans la diffusion des informations ».** Explication : le grand problème de l'honnêteté des media dans notre société est que la politique de recrutement des journalistes est sous la pression des grands patrons privés, ou d'un consensus politique anticommuniste dans les media publics.

**Thèse 25 :** « Nous visons la conquête du pouvoir d'État pour faire croître les pouvoirs du plus grand nombre »

Il faut modifier ce titre, ou ajouter immédiatement sous le titre : « **Dans les conditions françaises, cette conquête, pour le PCF, ne pourra se faire que dans une alliance pluraliste, groupant des forces diverses disposées à oeuvrer à une politique progressiste, à égalité de droits et de devoirs, dans le respect de la personnalité et de l'autonomie de chaque organisation** ». Explication : le titre actuel, peu modifié par le texte de la thèse, semble revenir sur le choix stratégique du PCF de conquête du pouvoir d'Etat dans le cadre d'un rassemblement populaire majoritaire associant toutes les forces disponibles, dans le respect de leur autonomie et de leur identité. Le PCF rejette la conception d'un parti qui monopolise le pouvoir d'Etat. Le titre actuel de la thèse 25 peut mener à des interprétations dangereuses.

**Sur la première fenêtre « en débat »** (avant la thèse 30) : Je ne partage pas l'idée que l'échec du Front de Gauche serait dû au PCF. L'expérience des communistes à Paris semble être négligée par trop de camarades. Dès la campagne de 2012, nous nous sommes trouvés à Paris devant des « alliés », en l'occurrence le PG, dont les militants souhaitaient imposer leurs idées et leurs orientations au PCF, et qui manifestaient un anticommunisme agressif. L'idée d'une collaboration loyale et mutuellement avantageuse entre forces différentes leur était étrangère. Seule comptait la promotion de leur chef. Lors de l'épisode des élections municipales de 2014, la volonté du PG de réduire la représentation élue du PCF à Paris a été manifeste, allant jusqu'à l'insulte par JLM à l'égard des communistes parisiens, traités de « pleutres » parce qu'en toute indépendance, ils avaient décidé de ne pas rendre Paris à la droite. Ils avaient choisi de conclure une alliance Hidalgo-EELV-PCF ou la représentation élue du PCF pouvait presque doubler. Il semble indifférent à trop de camarades que l'une des plus grandes capitales du monde ait une majorité de gauche, avec une minorité de blocage pour les 13 élus communistes qui en font partie et un programme contre l'austérité, (voir en particulier le programme et le budget du logement social) dont les couches populaires à Paris, depuis l'élection, montrent qu'elles sont satisfaites. La prétention de JLM d'interdire aux communistes toute alliance dans l'intérêt des populations a signé la fin du FdG, avec le mantra d'un « brouillage des repères » fondé sur l'idée que les électeurs influencés par le PS étaient un bloc sans courants internes, tout entier acquis à la politique de Hollande. Cette stratégie sectaire, incapable de prendre en compte la diversité des situations locales, a fait ses preuves lors des élections régionales suivantes : le refus du PG et de Mélenchon de soutenir la coalition de gauche au deuxième tour a permis à la droite de s'emparer de l'IdF, et d'y imposer les politiques austéritaires et réactionnaires de Pécresse, au détriment des populations. Les couches populaires en IdF payent le prix fort de cette volonté hégémonique et anticommuniste des dirigeants de FI. Ce n'était que la préfiguration du cadeau à Macron, par JLM, de 100 à 150 députés LREM supplémentaires lors des législatives de 2017 grâce au refus de

l'alliance électorale proposée par le PCF. Le refus de JLM d'une alliance PCF-FI-EELV a permis à Macron de constituer une majorité parlementaire hégémonique et de faire passer bien plus facilement sa politique de réformes antisociales. Attribuer au PCF la responsabilité de l'échec du FdG est faire preuve d'aveuglement et de complaisance envers la stratégie de JLM et de FI de faire le plus de mal possible au PCF. Ecrire ça ne signifie pas pour autant que le PCF doive renoncer à unir les concitoyens qui voient FI avec sympathie au sein d'un mouvement majoritaire populaire progressiste.

En ce qui concerne le choix très difficile de soutenir Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017, plusieurs facteurs ont joué. D'une part le risque était grand de voir l'élection aboutir à l'élimination de la gauche, et à un duel au second tour entre FN et la droite ultra-réac de Fillon. D'autre part une partie de l'électorat de gauche, notamment dans la jeunesse, était acquise à Mélenchon sur un programme nettement plus à gauche que le programme de Hollande de 2012. Dans ces conditions, engager une candidature communiste eut été de fait un acte de division qui eut signé d'avance la défaite de la gauche. La suite des péripéties de la droite et de la candidature Macron n'était pas écrite. Le choix très majoritaire (93%) d'une campagne communiste autonome et critique n'a pas été suivi de façon massive par les communistes. Il est sans doute apparu comme trop difficile à mettre en œuvre, mais surtout, un courant du PCF l'a ignoré en soutenant sans nuances le candidat JLM. Celui-ci utilisait le prestige conféré par le soutien du PCF tout en se séparant sur des points importants du programme « l'humain d'abord ».

Attribuer, à la direction du PCF et à la (faible) majorité qui a voté pour soutenir Mélenchon, les conséquences de choix politiques faits par un candidat qui préfère l'hégémonie – et l'insulte – à la collaboration loyale avec le PCF relève d'une réécriture erronée de l'histoire.

**Thèse 32** : idée du forum politique : Cette idée me paraît intéressante et féconde. Elle le sera d'autant plus que son mode d'organisation, les initiatives que le forum serait amené à proposer prendront pleinement en compte, au delà des forces politiques progressistes disponibles pour y participer, la nécessité d'y intéresser, et d'y associer, si possible, la grande masse des salariés, presque majoritaire, qui ne se reconnaissent dans aucune de ces forces, et qui ne voient plus l'intérêt de participer à la vie politique nationale, ne serait-ce qu'aux élections.

**Encart « Stratégie »**. Je propose de modifier la phrase « , *notre priorité stratégique doit être de réarmer idéologiquement le mouvement populaire* » comme suit : « **une de nos priorités stratégiques doit être de mener une bataille d'idées intense en direction du mouvement populaire** ». Explication : le vocabulaire martial du « réarmement idéologique » présente deux inconvénients. D'une part il prête le flanc à une interprétation polémique malveillante de la part de nos adversaires ; d'autre part il semble plus ou moins inspiré par l'idée du « parti guide », « un pas en avant des masses » et non de l'idée de parti catalyseur de l'action populaire.

### **Thèse 33**

Je propose d'insérer le paragraphe suivant au lieu de : « ...y compris à l'élection présidentielle » fragment de phrase qui devrait être supprimé. Le paragraphe contiendrait comme suit : « **L'élection présidentielle représente un problème spécifique pour le PCF dans la 5ème République.**

**Symboliquement et pratiquement, un courant politique qui présente un candidat à l'élection présidentielle signifie son souhait d'accéder seul au pouvoir d'Etat, de façon hégémonique. Cependant, le PCF vise à la conquête du pouvoir d'Etat dans le cadre d'une coopération à égalité de droits et de devoirs avec toutes les forces disponibles pour la mise en œuvre d'une**

politique progressiste, dans le respect de l'identité et de l'autonomie de toutes leurs composantes. Ainsi, la présentation d'un candidat PCF à la présidence de la République présente la difficulté de contredire en apparence son choix stratégique pluraliste. En même temps, l'épisode de 2017, comme celui de 1965 avec la candidature de Mitterrand, montre que, candidature ou pas, le choix de présenter ou non un candidat PCF à la présidentielle a des conséquences durables et profondes dans les conditions des combats de classe postérieurs à l'élection. Dans ces conditions, le PCF ne peut pas se lier les mains à l'avance en prenant une décision contraignante sur la présence ou non d'un candidat à l'élection présidentielle. La décision ne peut se prendre qu'en fonction d'une analyse des conditions politiques au moment du choix, en fonction de l'efficacité de ce dernier dans la mise en œuvre de ses décisions de Congrès. »